DÉLÉGATION PERMANENTE DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE A GENEVE

Téléphone : (41-22) 716 06 40
Téléfax : (41-22) 731 68 18
Email: mission-observer.oau@ties.itu.int

PERMANENT DELEGATION OF THE ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY IN GENEVA

36, rue des Pâquis
C.P. 127 – 1211 Genève 21
Suisse (Switzerland)

Référence :

RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU SECRETAIRE GENERAL DE L'OUA, 10-12 OCTOBRE 2001, A GENEVE,

A l'occasion de sa mission à l'OMPI, S.E. le Secrétaire Général de l'OUA, M. Amara ESSY, a eu plusieurs rencontres et entretiens avec les représentants des institutions spécialisées des Nations Unies, et le représentant du pays hôte. Il a participé à la réunion sur la désertification ainsi qu'aux réceptions offertes à son honneur.

1. RENCONTRE AVEC M. VLADMIR PETROVSKY DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE

Son Excellence le Secrétaire Général de l'OUA, M. Amara ESSY, a effectué une visite de courtoisie au Plais des Nations à Genève. Il a été reçu par M. Petrovsky, Directeur Général de l'Office des Nations Unies à Genève.

Durant l'entretien, le Secrétaire Général de l'OUA a expliqué la phase de transition de l'organisation continentale à l'Union Africaine. Il a expliqué l'ampleur et l'importance de la tâche. Il a en outre ajouté que les Etats membres continuent de discuter de la question des pouvoirs que ces Etats sont disposés à céder à l'Union. L'Union Africaine doit veiller à maintenir l'équilibre entre les grands et les petits pays. Les 17 organes prévus par l'Acte Constitutif de l'Union exigent beaucoup de ressources et d'efforts, notamment au vu des 53 Etats qui composent l'Union.

Dans sa réponse, M.Petrovsky a remercié le Secrétaire Général de l'OUA pour sa visite en dépit de son programme chargé. Il l'a assuré de la pleine coopération des Nations Unies au sujet de l'Union Africaine. Il a exprimé le souhait d'établir des contacts directs et fréquents avec le premier responsable de l'OUA, tout en ajoutant qu' il est disposé à aider l'OUA dans ses efforts.

2. REUNION DES ETATS PARTIES A LA CONVENTION DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION, 2-15 OCTOBRE 2001, GENEVE (SUISSE), 5ème SESSION

Son Excellence le Secrétaire Général a prononcé un discours à ladite Conférence le mercredi 10 octobre 2001 (voir annexe).

3. ENTRETIEN AVEC LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CNUCED

S.E. Monsieur le Secrétaire Général de l'OUA a eu un entretien le mercredi 10 octobre avec le Secrétaire Général de la CNUCED, M. Rubens Ricupero.

Au cours de leurs entretiens, les deux Secrétaires Généraux ont échangé des vues sur la situation socio-économique de l'Afrique dans la perspective de l'Union Africaine. Ils ont notamment mis l'accent sur les conséquences éventuelles des actes terroristes perpétrés à New York et Washington sur l'économie africaine. Ils estiment que la conjoncture économique mondiale sera touchée et que les risques de récession pointent à l'horizon ; notamment la baisse des prix des matières premières.

De son côté, M. le Secrétaire Général de l'OAU a sollicité la coopération de la CNUCED, notamment en ce qui concerne les dispositions pertinentes de l'Acte Constitutif de l'Union, en particulier celles inhérentes à la coopération régionale en Afrique. Dans sa réponse, M. Ricupero a exprimé la disponibilité de la CNUCED de continuer à travailler en faveur du développement de l'Afrique et de l'intégration régionale. Il a en outre ajouté que la CNUCED mettra l'accent sur certaines priorités de l'Union Africaine afin d'éviter la dispersion des ressources et des efforts. A cet égard, il a cité l'exemple de l'approche de l'Amérique Latine : le MERCOSUR

4. RENCONTRE AVEC S.E. AMBASSADEUR NORDMAN, REPRESENTANT PERMANENT DE LA SUISSE PRES DES NATIONS UNIES ET LES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Saisissant l'occasion de sa présence à Genève, S.E Amara ESSY a eu des entretiens avec l'ambassadeur de la Confédération Helvétique, en sa qualité de représentant du pays hôte.

5. RECEPTION ORGANISEE PAR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OMPI EN L'HONNEUR DE S.E. M. LE SECRETAIRE GENERAL DE L'OUA

Le Directeur Général de l'OMPI a offert un dîner en l'honneur de S.E. M. Amara ESSY, Secrétaire Général de l'OUA. Tous les Ambassadeurs africains y etaient invités.

Dans son intervention, le Directeur Général de l'OMPI, Dr. Kamil IDRIS, a rendu hommage au Secrétaire Général de l'OUA et a souligné la richesse des cultures des pays africains. Il a en outre indiqué que l'Afrique a besoin d'une participation et non pas d'une intégration. Pour conclure, le Directeur Général de l'OMPI a souligné l'importance de la position africaine sur le savoir traditionnel et le folklore et a rendu hommage aux Ambassadeurs africains pour leur participation active aux différentes actions de l'OMPI.

Prenant la parole au nom du Groupe africain, M. Mohamed Hatem BEN SALEM, Ambassadeur, Représentant Permanent de la Tunisie et Président actuel du Groupe africain a déclaré que l'Afrique accorde beaucoup d'importance aux activités de l'OMPI. Il s'est félicité du rôle remarquable que joue le premier responsable de cette organisation.

Il a ensuite évoqué la question du Folklore et du savoir traditionnel, qui peuvent promouvoir la culture africaine et le développement de l'Afrique.

Dans sa réponse, le Secrétaire Général de l'OUA, S.E. M. Amara ESSY, a rendu hommage au Directeur Général de l'OMPI. A cet effet, il a reconnu l'importance du poste de Directeur Général de l'OMPI. Il a ensuite parlé de la paix au Congo et a indiqué que les pourparlers de paix qui se déroulent sous les auspices de l'ancien Président du Botswana, S.E. M. Masire, auront lieu le 15 octobre 2001, à Addis Abeba.

Il a poursuivi son intervention en mentionnant la lourde responsabilité que les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA lui ont confiée pour mener la phase de transition de l'OUA vers l'Union Africaine. Le Secrétaire Général a en outre informé l'assistance de sa récente mission à Washington et des pourparlers qu'il a eus avec les autorités américaines sur la lutte contre le terrorisme.

Dans sa conclusion, le Secrétaire Général a félicité le Groupe africain pour sa solidarité et l'a encouragé à poursuivre la défense des intérêts du Continent au sein des institutions internationales à Genève.

6. ENTRETIEN AVEC S.E. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU BOTSWANA, LE GENERAL MERAFE.

S.E. M Amara Essy a eu des entretiens le vendredi 12 octobre 2001, à 10h00, avec Monsieur le Ministre des Affaires étrangères du Botswana, le Général MERAFE. Ce dernier a informé le Secrétaire Général de la réunion qui s'est tenue à Bruxelles et à laquelle ont participé un certain nombre de chefs d'Etats et de Gouvernements africains. Il l'a informé de la proposition du président du Sénégal sur la tenue d'une réunion contre le terrorisme à laquelle le Maroc serait invité. La difficulté est que le Maroc n'est pas membre de l'OUA. De plus, le continent dispose d'une convention pour combattre le terrorisme. Il faudrait, par conséquent, encourager les Etats Membres à ratifier la convention pour la mettre en œuvre. Poursuivant son intervention, le ministre a indiqué que la réunion de Bruxelles a examiné neuf (9) sujets dont la gestion des conflits et la lutte contre le VIH/SIDA. Il a exprimé sa déception devant la faible participation des ministres européens durant toute la période de la réunion, même s'ils étaient nombreux à l'ouverture. Avant de conclure, il a informé le secrétaire Général de l'entrevue qu'il a eue avec M Pascal Lamy, Commissaire de l'Union Européenne chargé des questions commerciales. M.LAMY cherchait à savoir la position du continent africain sur le lancement d'un nouveau cycle de négociations. Dans sa réponse, le ministre du Botswana a déclaré que même s'il n'est pas le ministre du commerce, il ne voyait pas l'utilité de lancer un nouveau cycle de négociations, alors que les engagements pris dans le cadre du cycle d'Uruguay n'ont pas été pleinement mis en œuvre.

Dans sa conclusion, le ministre a invité le Secrétaire Général à faire de son mieux pour respecter les délais afin que l'Union soit officiellement lancée en Afrique du Sud, en 2002. Il a ensuite assuré le secrétaire Général de sa disponibilité et celle de son ambassade à Addis Abeba pour l'aider dans cette phase difficile de la transition.

Prenant à son tour la parole, M. le Secrétaire Général de l'OUA a remercié le ministre pour toutes ces informations et partage son point de vue relatif à l'accélération du processus de ratification de la Convention contre le terrorisme. Il faudrait éviter le double emploi. Il a en outre informé le ministre sur la difficulté de la tâche notamment la nature de l'Union. S'agit-il d'une Fédération ou d'une Confédération? A cet égard, il a indiqué la tenue d'une réunion de réflexion (brainstorming) le samedi 13 octobre 2001, à Addis Abeba, à laquelle prendra part l'ambassadeur de Belgique en sa qualité de représentant de l'Union Européenne. Il a en outre exprimé sa satisfaction pour les efforts que déploie l'ancien Président du Botswana S.E. M. MASIRE en vue de résoudre la crise au Congo. Il l'a informé des pourparlers de paix, du 15 octobre 2001, à Addis Abeba, sous la présidence de S.E M. MASIRE. La paix et la démocratie, au Congo, passent par le dialogue inter-congolais et la neutralisation de toutes les factions armées, a-t-il ajouté. Avant de conclure, le Secrétaire

Général a invité le ministre à lui fournir du personnel botswanais qualifié en vue de le recruter à l'OUA.

7. RENCONTRE AVEC LES AMBASSADEURS AFRICAINS

S.E M. Secrétaire Général de l'OUA a rencontré lesAambassadeurs africains, à sa demande, à la Délégation permanente de l'OUA, le vendredi 12 octobre 2001, de 10h3O à 13h00.

La réunion etait présidée par le Représentant Permanent du Rwanda, S.E.M. Gassana. Après avoir adopté l'ordre du jour de la réunion, composé de trois points (intervention du Secrétaire Général, candidature du Directeur Général de l'OMPI et questions diverses), le Président a souhaité la bienvenue au Secrétaire Général et l'a félicité au nom du Groupe africain pour sa brillante élection au Sommet de Lusaka. Il a rappelé l'importance de la mission que les dirigeants africains ont confiée à M. Amara Essy, notamment durant la phase de transition de l'OUA à l'Union africaine. Le Président a ensuite invité le Secrétaire Général à prendre la parole.

Dans son intervention, le Secrétaire Général a insisté sur la problématique de l'édification de l'Union. «S'agit-il d'une fédération ou d'une confédération ? » demanda-t-il. Jusqu'à présent l'idée n'est pas claire, d'où la complexité de la tâche. Il a indiqué à ce sujet la tenue d'une réunion de réflexion (brainstorming), le samedi 13 octobre 2001, à Addis Abeba, à laquelle prendra part le représentant de l'Union Européenne.

Dans sa conclusion, il a reconnu l'importance de Genève en tant que vitrine du monde, siège de nombreuses agences onusiennes spécialisées et de l'humanitaire. Il a ensuite remercié le Groupe Africain pour tous les efforts qu'il déploie pour défendre les intérêts du continent.

Une majorité écrasante des intervenants a pris la parole pour attirer l'attention du Secrétaire Général sur l'importance du Bureau de l'OUA à Genève et de la nécessité de le doter de ressources humaines et financières suffisantes, afin de lui permettre de s'acquitter de son mandat et apporter l'assistance au Groupe africain, en particulier dans le domaine de la traduction et de l'interprétation en anglais. Compte tenu du volume de travail, un seul interprète ne suffit pas. Les intervenants ont ensuit parlé de l'importance de l'OMC et de la prochaine conférence ministérielle prévue à Doha, en novembre prochain. Une délégation a exprimé son mécontentement à l'égard des services de conférence de l'OUA, lors de la récente réunion des ministres africains du commerce, tenue à Abuja (NIGERIA) et elle a demandé au secrétaire général de prendre les dispositions qui s'imposent pour que cette situation ne se reproduise pas. D'autres délégations ont demandé davantage d'éclaircissements sur la phase de transition de l'OUA à l'Union Africaine.

Dans sa réponse, S.E M. le Secrétaire Général a indiqué qu'il est convaincu de l'importance de Genève où il a étudié, puis travaillé en tant que conseiller avant d'être nommé ambassadeur de son pays. Il connaît et reconnaît le rôle du Groupe Africain dans la défense des intérêts du continent. A cet égard, il a demandé aux ambassadeurs de l'aider également à identifier les personnes compétentes et spécialistes des questions traitées par les différentes institutions spécialisées à Genève au sein de leurs Missions respectives pour les recruter et améliorer ainsi la qualité de l'assistance du Bureau de l'OUA à Genève.

En abordant le deuxième point de l'ordre du jour, tous les participants à la réunion ont reconnu l'excellent travail qu'effectue le Directeur Général de l'OMPI, Dr. Kamil IDRIS et ont proposé de recommander sa candidature, pour un deuxième mandat, au Conseil des Ministres de l'OUA, à la prochaine session en février 2002. Un Ambassadeur a proposé qu'une délégation du Groupe Africain rencontre le Directeur de l'OMPI pour l'informer de la décision du Groupe, tout en tenant compte du souhait exprimé par plusieurs pays durant les récentes assises de l'OMPI de solliciter Dr. Kamil Idris à briguer un deuxième mandat. Les élections du Directeur Général peuvent avoir lieu à la prochaine réunion des assemblées de l'OMPI, en octobre 2002, même si les élections sont officiellement prévues pour 2003. La presse doit être informée de cette rencontre et de la décision du Groupe de soumettre la candidature de Kamil Idris pour un deuxième mandat. Ainsi, toute la communauté diplomatique de Genève sera informée, en particulier les différents groupes régionaux à l'OMPI. Le Secrétaire Général et le Groupe africain ont approuvé cette décision et stratégie.

En l'absence de points au titre de questions diverses, le Président a levé la séance à 13h00.

8. RENCONTRE AVEC LE PERSONNEL DU BUREAU DE L'OUA A GENEVE

S.E. M. le Secrétaire Général de l'OUA a rencontré le personnel du Bureau de l'OUA à Genève, en dépit de son programme chargé. D'emblée, Mme Sophie Kalinde, Secrétaire Exécutif du Bureau, a remercié le Secrétaire Général pour sa disponibilité et l'a assuré que la réunion serait brève, compte tenu des différents engagements durant l'après midi. Dans son intervention, elle l'a informé de la situation financière, matérielle et humaine au sein du Secrétariat exécutif à Genève. Elle a évoqué la cherté de la vie à Genève et le faible taux préférentiel utilisé par le Bureau et le fait que ce taux s'applique uniquement et exclusivement aux salaires et non pas aux autres indemnités tel que le logement. Elle lui a lancé un appel pour qu'il prenne les mesure nécessaires visant à améliorer cette situation et examiner les situations des Bureaux régionaux et celle du Siège au cas par cas et non pas dans un cadre global. Mme Kalinde a ensuite parlé de la non implication du Bureau dans la phase de transition. Elle a évoqué le problème de manque de personnel, notamment après le départ de son adjoint à la retraite et de la récente démission du fonctionnaire chargé des questions économiques. Elle a lancé un appel au Secrétaire Général pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour pourvoir ces postes. Elle a, par ailleurs, expliqué au Secrétaire Général les difficultés inhérentes à l'étroitesse des locaux et la possibilité de les vendre et d'acquérir un autre immeuble qui peut répondre aux besoins du personnel et des Etats membres. Dans sa conclusion, elle a parlé des véhicules officiels du Bureau et de la nécessité de permettre au bureau d'acheter un véhicule qui soit disponible immédiatement plutôt que d'attendre un délai de dix mois pour recevoir le nouveau véhicule.

Dans sa réponse, le Secrétaire Général a remercié la Secrétaire Exécutive pour l'occasion qu'elle lui offre de s'entretenir avec le personnel du Bureau de Genève. Il a demandé qu'on lui remette les documents relatifs à la cherté de la vie à Genève afin de prendre la décision qui s'impose.

9. ENTRETIEN AVEC MME ROBINSON, HAUT COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME.

Après avoir souhaité la bienvenue à S.E.M. le Secrétaire Général de l'OUA, elle s'est félicitée de l'attribution du prix Nobel de la paix à M. KOFFI ANNAN, Secrétaire Général et aux Nations Unies. Elle a ensuite évoqué la question de la lutte contre le terrorisme et la

nécessité de s'attaquer également aux racines du mal. Elle a en outre parlé de sa participation au forum d'Addis Abeba, en décembre 2001. Il s'agit là d'une réunion qui va débattre de l'extrême pauvreté et du racisme. A ce stade, elle a mentionné le lien direct qui existe entre le Programme d'Action adopté à Durban et la Nouvelle Initiative Africaine. A cet égard, elle a demandé le soutien de l'OUA pour assurer le suivi de la stratégie de Durban. Mme Robinson a informé le Secrétaire Général de l'OUA de son intention de nommer un fonctionnaire auprès de la CEA pour s'occuper de la question des droits de l'homme. Elle a également souligné la nécessité de désigner un fonctionnaire auprès de l'OUA chargé de la question des droits de l'homme. Elle a ensuite cherché à savoir si une décision etait déjà prise sur la deuxième session de la conférence des ministres africains de la justice et des droits de l'homme. Elle a saisi l'occasion pour l'informer qu'elle a participé à la première session à Maurice.

Dans son intervention, Monsieur le Secrétaire Général a informé Mme le Haut Commissaire aux Droits de l'homme de la phase de transition vers l'Union Africaine et des questions qui se posent quant à la nature de l'Union. S'agit-il d'une Fédération ou d'une confédération ? A cet égard, il l'a informée d'une réunion de réflexion (brainstorming) qui sera organisée le samedi 13 octobre2001, à Addis Abeba et à laquelle participera le représentant de l'Union Européenne. M. Amra Essy a informé son interlocutrice de l'existence d'une convention africaine de lutte contre le terrorisme et de la nécessité d'avoir le nombre de ratifications requises pour qu'elle puisse entrer en vigueur.

S'agissant de la désignation d'un fonctionnaire chargé des droits de l'Homme à l'OUA, les mesures nécessaires seront prises avec le Département politique.

Dans sa conclusion, Mme Robinson a de nouveau remercié le Secrétaire Général de sa visite et l'a assuré de la disponibilité de son institution à aider l'OUA dans des projets bien ciblés, malgré les difficultés financières de son organisation. Elle a surtout invité le Secrétaire Général a promouvoir la situation de la Femme Africaine. A ce sujet, elle lui a proposé de créer un Conseil des Femmes susceptible de l'aider à utiliser au maximum le dynamisme et les capacités intellectuelles des femmes africaines. Elle a ensuite indiqué l'importance de l'Union Africaine, notamment pour la mise en œuvre de la Nouvelle Initiative Africaine.

10. M. SOMAVIA DIRECTEUR GENERAL DU BIT :

Le Directeur Général du BIT a félicité M.AMARA ESSY pour sa brillante élection à la tête de l'OUA et lui a souhaité la bienvenue à Genève.

Dans son intervention, S.E M. le Secrétaire Général de l'OUA a exprimé le souhait que le BIT apporte sa contribution à la mise en œuvre des dispositions pertinentes de l'Acte Constitutif de l'Union. Dans sa réponse, le Directeur Général a promis au Secrétaire Général toute l'assistance nécessaire et a identifié, comme un des principaux éléments dans la construction africaine, la question de la création d'emplois en tant que moyen de stabilité sociale et politique. Il a en outre indiqué que la mondialisation ne répond pas aux besoins sociaux de l'homme.

En reprenant la parole, M. le Secrétaire Général a remercié le Directeur Général de la disponibilité du BIT à apporter sa contribution à l'édification de l'Union Africaine dans les domaines relevant de sa compétence. Il a ensuite parlé du problème de l'extrême pauvreté et de la dette extérieure des pays africains comme obstacles au développement du continent africain.

DELEGATION PERMANENTE DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE À GENÈVE

Téléphone : (41-22) 716 06 40
Téléfax : (41-22) 731 68 18
Email: mission-observer.oau@ties.itu.int

PERMANENT DELEGATION OF THE ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY IN GENEVA

36, rue des Pâquis
C.P. 127 – 1211 Genève 21
Suisse (Switzerland)

Référence:

SUMMARY RECORD OF THE AFRICAN GROUP MEETING HELD ON 12TH OCTOBER 2001, AT 10.30 A.M. AT THE OAU PERMANENT DELEGATION

CHAIRMAN: Mr. Eugène Richard GASANA
Permanent Representative of Rwanda

GUEST OF HONOUR: H.E. Mr. Amara ESSY, Secretary General OAU

MEMBERS PRESENT:

Algeria	Ghana	Rwanda
Angola	Kenya	Senegal
Benin	Lesotho	Sudan
Burundi	Libya	South Africa
Cameroon	Madagascar	Tunisia
Congo	Mauritania	Uganda
Côte d'Ivoire	Mauritius	Zambia
Egypt	Mozambique	Zimbabwe
Ethiopia	Nigeria	

H.E. Amb represented the OAU. Sophie Asimenye KALINDE, Executive Secretary/Permanent Observer

1. The meeting adopted the following agenda:

   1. Address by H.E. The Secretary-General of the OAU
   2. Candidature of the Director-General of WIPO
   3. Any other business

2. The meeting was convened by the Secretary General, to seek views of the African Group on the transition of the OAU to the African Union and its relevance to the OAU Geneva Office.

3. In his opening remarks, the Chairman, on behalf of his colleagues, heartily welcomed the Secretary General of the OAU, H.E. Mr. Amara Essy. He gave a brief bio-sketch of the Secretary General, from the time he served as Ambassador of his country to Geneva and New York to Foreign Minister of his country the Republic of Côte d'Ivoire. Mr. Amara Essy has therefore brought to the OAU a wealth of experience that gives them cause for optimism. On behalf of his colleagues, the Chairman wished the new Secretary-General success in the great task that had been entrusted to him, a sentiment endorsed by all his colleagues in their interventions.

4. The Secretary-General, in response, thanked the Ambassadors for the opportunity accorded him to have a homely chat. He pointed out that his previous service in Geneva gave him an awareness of its importance to the socio-economic development of Africa as well as

the difficulties that face African Missions. He also mentioned by way of encouragement that a few Ambassadors who had served in Geneva and in New York, had also become Foreign Ministers.

5. The Secretary General pointed out that the end to de-colonisation process which had preoccupied the OAU for a little more than three decades and, in the face of fundamental changes taking place in the global system, the OAU had to adapt in order to avert marginalization. The African Union being crafted would be Africa's response to those challenges that rest on the shoulders of all Africans. It was in that regard that His Excellency the Secretary-General requested the Ambassadors to help with ideas on the way forward. He informed them that 17 organs of the African Union had to be created by the end of the transitional period.

6. In their response to the statement by H.E. the Secretary-General, about twelve Ambassadors spoke. In sum, the following points were emphasised by the Ambassadors:

- The growing importance of Geneva with 41 international organisations and agencies and as a centre in commercial diplomacy and multilateral negotiations, WTO, UNCTAD, WIPO, HCHR and others has seen a marked increase of the presence of African Missions. It is the role of the OAU office to carry out studies including research and an analysis of UN and its Agencies budget output to Africa.

- There was an urgent need to strengthen, fund, and assist the OAU Office in Geneva to enhance its capacity and effectiveness in coping with the enormous work including that of multi-trading systems as well as serve the needs of non-resident member States in Geneva.

- The lack of funding for English interpretation and translation was singled out as the most pressing and urgent problem that the Secretary General might wish to solve at the earliest.

- The organisation of the Abuja meeting of the Ministers of Trade was severely criticised as a shamble in that interpretation and translation was mediocre. Documents including the declaration are yet to be available in OAU working languages except English.

- The image of the African Union is pivotal for the new organisation. An effective impact on the international arena can only be possible with a total commitment and collective effort of the African Group, which can only be as strong as its Secretariat in Geneva. Weaknesses, mistakes and shortcomings of the OAU ought to be carefully studied and avoided, now that the euphoria of the AU has fallen and the challenge looms high on the Secretariat and its member States.

- Coherence between Addis Ababa and Geneva on issues was emphasised. The position of the African Group in WTO issues earlier in the year was singled out as an example of the technicality of Geneva assignments whereby Addis Ababa could not function without the input of Geneva Office. The OAU headquarters should take a conscious decision of involving and sensitising the regional African Groups prior to the conclusion of major policy decisions that are likely to affect the efficiency and smooth functioning of their work.

- Funding of AU is the pivot to its success of which its end prise is Unity. The strategy for realising this objective must be crafted with all seriousness.

- In the Constitutive Act, the AU belongs to the people. Ambassadors in Geneva must be part of the participatory process just as Civil Society must be involved.

- Africa must become an international force. In popularising the AU, its functions abroad should include the participation of the Secretary General at high level segments in international organisations including the ECOSOC.

7. The Secretary General took note of all the suggestions that had been made and assured the Ambassadors that urgent action would be taken to address the problem of interpretation and translation. He pledged to do all he could to enhance co-ordination at Headquarters and between Headquarters and Regional Offices. The Secretary General offered the attendance of the Advisory Committee on Administrative and Financial Matters by the Chairman of the African Group. He advised the Group that the Secretariat be currently focused on the transition to the Union, the study of its financing and the implications to the funding strategy. The Secretary General appealed the Ambassadors to help him with well qualified staff to join Geneva Office as the headquarters was heavily understaffed, and where possible it would take time in orientation for their full productivity.

Election of the Director-General of WIPO - 2003

8. The meeting took note of the success of Dr. Kamil Idris in his direction of The World Intellectual Property Organisation and unanimously agreed that he should run for a second mandate. The Troika was entrusted to convey the decision of the African Group.

Any Other Business

9. There were no matters arising under Any Other Business.

10. The meeting ended at 1.00 p.m.

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository **http://archives.au.int**

Specialized Technical and representational Agencies AU Geneva Collection

2001

Rapport Sur les activités du Secrétaire General de l'OUA, 10-12 Octobre 2001, à Genève

AU GENEVA OFFICE

AU GENEVA OFFICE

http://archives.au.int/handle/123456789/1917

Downloaded from African Union Common Repository